

Nathalie Arthaud

Candidate de Lutte Ouvrière

Une candidate communiste

Travailleuses, travailleurs,

Je m'adresse aux électeurs du monde du travail, aux ouvriers, aux employés, aux retraités, au personnel des hôpitaux, aux enseignants, aux chômeurs, aux petits artisans et paysans qui n'exploitent qu'eux-mêmes.

Je m'adresse à celles et ceux à qui s'adressait en priorité Arlette Laguiller chaque fois que, dans le passé, elle a été la porte-parole de notre courant politique, le courant communiste révolutionnaire de Lutte Ouvrière.

Dans cette société d'exploitation, la vie n'a jamais été rose pour celles et ceux qui n'ont ni capitaux ni rentes et n'ont que leur travail pour vivre. L'injustice fondamentale de cette société est que ce sont précisément ceux qui produisent, qui font tout fonctionner, qui vivent le plus mal, pendant que de riches parasites, qui ne font rien d'utile et, au contraire, ruinent la société par la spéculation, amassent des fortunes de plus en plus grandes.

Cette injustice fondamentale est aggravée par la crise économique dont le monde du travail n'est en rien responsable mais dont la classe privilégiée veut lui faire payer le prix.

Comment défendre son emploi contre les licenciements ? Comment se défendre contre les hausses de prix ? Comment empêcher que la dégradation incessante de la condition ouvrière finisse en catastrophe sociale ? Comment faire entendre la voix et les exigences des travailleurs à l'occasion de l'élection présidentielle ?

Une économie aussi injuste qu'absurde

La crise est en train de montrer que l'économie capitaliste qui repose sur la propriété privée des moyens de production, la course au profit individuel et la concurrence est une économie aussi injuste qu'absurde. La production recule, non pas parce qu'il n'y a pas assez de capitaux mais parce qu'il y en a trop et qu'ils servent à la spéculation. L'économie étouffe dans sa propre graisse.

Tous les grands partis politiques, leurs responsables et leurs candidats à l'élection présidentielle considèrent cependant le capitalisme comme la seule économie possible.

Pour ma part, j'ai la conviction que la société ne pourra se développer harmonieusement, en utilisant au mieux les ressources de la planète, la compétence et la créativité de tous pour satisfaire les besoins de chacun, que lorsqu'elle se débarrassera de la dictature des grands groupes capitalistes sur l'économie.

Les travailleurs, qui produisent tout, assureront la direction et la gestion de l'économie, bien mieux que les banquiers irresponsables et les gros actionnaires préoccupés par leur seul profit privé, qui dirigent l'économie aujourd'hui et la conduisent dans le mur.

On ne peut évidemment pas attendre un tel changement de l'élection présidentielle qui vient.

Les électeurs ont le pouvoir de désigner celui qui occupera l'Élysée. Mais les dés sont pipés bien avant les élections. L'État est au service des riches. Quel que soit celui qui accédera à la présidence de la République, il gouvernera pour le compte de la classe possédante. Oh, chacun à sa manière ! Sarkozy avec le cynisme qu'il a montré tout au long de son quinquennat, Hollande avec peut-être quelques gestes en direction des salariés, sa base électorale. Mais l'un comme l'autre feront ce qu'exigeront les « marchés financiers », c'est-à-dire les grands groupes financiers qui les dominent et donnent des ordres aux États eux-mêmes.

Les coups qui se préparent contre les classes populaires

Personne ne peut se faire d'illusions sur ce qui se passera après les élections. La crise va en s'aggravant. Le grand patronat utilisera tout son poids social, toute son influence pour sauvegarder, et si possible accroître, ses profits dans une économie en berne. Les licenciements, les fermetures d'entreprises continueront. Les patrons des grands groupes qui, même en période électorale, ne prennent pas de gants pour comprimer les salaires, le feront plus brutalement encore après. Les plus puissants d'entre eux imposeront des conditions toujours plus draconiennes à leurs fournisseurs, à leurs sous-traitants, moins puissants. Pression que ceux-ci s'efforceront de répercuter sur leurs propres travailleurs.

Le grand capital exigera de l'État qu'une part croissante du budget lui revienne. Quel que soit le président élu, invoquer la dette de l'État sera l'argument pour justifier les plans d'austérité. Les candidats qui ont une chance d'accéder à la présidence sont tous d'accord pour prétendre que rembourser la dette colossale de l'État est un impératif absolu. Tous dissimulent en revanche que, si l'État s'est endetté jusqu'au cou, c'est pour soutenir les banques et les grandes entreprises. Ce serait à elles, qui ont profité de sa générosité, de rembourser la dette, pas aux classes populaires qui n'en ont pas bénéficié.

Le remboursement de la dette, intérêts compris, n'est qu'un moyen de racketter la population pour assurer aux actionnaires des grandes banques la permanence d'une source de profits croissants pris sur le budget de l'État et des collectivités locales, au détriment des services publics.

Les classes populaires n'ont à espérer aucune protection de la part de l'État. Sarkozy, s'il est réélu, assumera avec cynisme toutes les mesures exigées par la grande bourgeoisie contre les salariés, les retraités, les chômeurs.

Mais ceux-ci ne peuvent pas espérer non plus une protection si c'est Hollande qui est élu président de la République. Même dans l'opposition, Hollande se garde bien de s'engager sur l'emploi ou sur les salaires, même si les voix qui lui permettront d'accéder à la tête de l'État sont celles des salariés.

Un programme de lutte pour les travailleurs

Les travailleurs victimes de ce capitalisme en crise ne peuvent se défendre que par eux-mêmes. Ils en ont la force et les moyens. Ouvriers, employés, techniciens, ils sont présents dans tous les rouages de la société. Eux qui font marcher l'économie ont la force de l'arrêter. Et, bien au-delà de cela, ils ont la possibilité de la réorganiser en se passant des capitalistes pour produire en fonction des besoins de tous et non de l'enrichissement de quelques-uns. Ils peuvent, une fois dans l'action, entraîner avec eux d'autres catégories populaires, petits paysans, artisans, petits commerçants, qui travaillent aussi durement mais qui sont spoliés par les banques et les grands trusts capitalistes, et dont beaucoup peinent à s'assurer un salaire.

La colère populaire finira par éclater. Elle est alimentée jour après jour par l'arrogance du grand patronat, par l'injustice de l'État, par l'écart croissant entre les profits des grands groupes capitalistes, les dividendes de leurs actionnaires, les revenus de leurs dirigeants et la pauvreté qui monte dans les classes populaires.

Mais pour que l'explosion sociale soit efficace pour changer réellement le rapport de forces avec la grande bourgeoisie, il faut que les travailleurs aient un programme de lutte. Il faut définir ses objectifs avant même que le temps de la lutte soit venu. La campagne électorale elle-même peut contribuer à en débattre et à les populariser.

Aux programmes qui privilégient les intérêts capitalistes, il faut opposer un programme qui privilégie les intérêts vitaux des classes exploitées.

Dans cette société fondée sur l'exploitation, ceux qui ne disposent pas de capital n'ont aucun autre moyen de vivre que leur emploi et leur salaire. Quand ils perdent leur emploi, ils perdent tout.

La mesure la plus urgente à imposer est l'interdiction des licenciements. À la situation exceptionnelle que constitue la crise doivent répondre des mesures exceptionnelles. Pour sauver les emplois qui existent, l'interdiction des licenciements est une mesure d'urgence de bon sens. Cela n'est pas possible ? La loi interdit bien aux bailleurs de mettre à la porte en période hivernale leurs locataires qui ne peuvent pas payer leur loyer ! Par ces temps de crise, il faut interdire aux patrons de mettre à la porte leurs salariés.

Pour maintenir tous les emplois, il faut répartir le travail entre tous sans diminution de salaire. Les petites entreprises sous-traitantes ou les fournisseurs ne le pourraient pas sans être condamnés à la fermeture ? C'est aux grandes entreprises dont ils dépendent de prendre en charge le financement de ces mesures !

Étant donné le nombre des travailleurs totalement ou partiellement privés d'emploi, résorber le chômage serait inconcevable sans une politique d'embauche massive par l'État.

Il faut s'opposer à la destruction des emplois publics par l'État, comme par les collectivités locales. Et il faudra que l'État s'engage dans une politique de grands travaux, à commencer par la construction d'un million de logements à portée d'un salaire ouvrier.

Le financement de ces grands travaux et des dépenses faites en faveur des services publics revivifiés doit être prélevé sur les grands groupes capitalistes et sur les revenus des grands actionnaires et, au besoin, sur leur fortune privée. Aujourd'hui, ce sont les classes laborieuses et jusqu'aux plus pauvres qui financent pour l'essentiel l'État par le biais des impôts indirects. Il faut imposer l'inverse et prélever l'impôt sur les revenus du capital. Pour empêcher les multiples formes de tricheries des plus riches comme leurs menaces d'émigration fiscale, il faut la seule mesure contraignante susceptible de les décourager : l'expropriation sans indemnité ni rachat !

Pour stopper la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs, il faut une augmentation générale des salaires, des retraites et des pensions, ainsi que du RSA et de l'allocation adulte handicapé, et leur indexation automatique sur la hausse des prix.

C'est un objectif vital pour les salariés, mais aussi pour toutes les catégories populaires dont les revenus dépendent de la consommation ouvrière.

Les travailleurs et la population doivent pouvoir contrôler les comptes des entreprises

Les salariés, les consommateurs, n'ont pas moins que les capitalistes le droit de connaître les comptes et les projets des entreprises de leur ville, de leur région. Il faut les rendre publics au jour le jour. Il faut que les travailleurs d'une entreprise, ses consommateurs et ses usagers puissent connaître le montant de ses recettes et aussi la façon dont elle projette de s'en servir.

Il faut que les travailleurs rendent publique la façon dont l'entreprise utilise ses profits, la part distribuée aux propriétaires et aux actionnaires, celle versée aux banques, la part du profit utilisée aux investissements productifs et celle consacrée aux opérations financières, c'est-à-dire à la spéculation. Chacun pourrait alors constater que les licenciements ne sont jamais justifiés par autre chose que la volonté des actionnaires d'augmenter leurs revenus.

Il faut que les travailleurs et la population locale concernée puissent avoir accès aux projets à court et à long terme, notamment ceux de fermeture ou de délocalisation. Une entreprise qui ferme, c'est le drame pour ses travailleurs et leur famille, et c'est bien souvent aussi la ruine de toute une région. Il faut que la population en soit avertie et puisse réagir.

Imposer la suppression du secret industriel et commercial est un premier pas vers le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises. Les capitalistes et leurs avocats diront que c'est une violation inacceptable de la propriété privée. Oui, c'en est une ! Mais les banquiers, les grandes entreprises puissantes, ne se gênent pas pour violer la propriété de plus petits qu'eux et leur imposer leur contrôle.

Les intérêts des petits producteurs, fournisseurs ou sous-traitants des grands trusts ou de la grande distribution capitaliste convergent avec ceux des travailleurs pour dévoiler les agissements des grandes entreprises et des banques, leurs escroqueries, leurs gaspillages et tous les mauvais coups qu'elles portent à la société.

Face aux politiciens de la bourgeoisie qui ne se préoccupent que des problèmes des possédants, affirmer le droit à l'existence des classes productrices

Dans le concert des candidats qui se présentent à cette élection, je suis la seule à me présenter sur ces objectifs, et uniquement ceux-là. Je ne dis pas qu'il suffit de voter pour ma candidature pour que ces objectifs se réalisent. J'affirme, au contraire, qu'il n'y a pas de « sauveur suprême » pour les classes laborieuses, et surtout pas parmi les principaux candidats représentant, tous, des politiques fondées sur les intérêts de la classe privilégiée.

Je n'ai évidemment pas la prétention d'être élue. Les commentateurs me reprochent bien souvent d'être une candidate de témoignage. J'assume cette étiquette en faisant remarquer tout de même qu'en dehors des deux rivaux du deuxième tour, dont un seul sera élu, tous les autres sont des candidats de témoignage. Mais ils ne témoignent que des différentes façons de défendre l'ordre social actuel et la minorité capitaliste qui en tire profit.

Pour ma part, je tiens à témoigner dans cette élection de l'existence d'un courant qui lutte pour les intérêts matériels et politiques des travailleurs, pour leur émancipation et pour la fondation d'une société où la collectivité contrôle démocratiquement les richesses et les moyens de les produire.

Exprimer la nécessité d'un changement de l'ordre social

Les bulletins de vote ne nous permettent pas de changer la vie. Ils nous permettent cependant de nous exprimer. Il faut saisir cette occasion.

S'abstenir, c'est se taire.

Le vote pour ma candidature sera un vote d'opposition à Sarkozy, à plus forte raison à Le Pen, un vote qui exprimera en même temps la méfiance de l'électorat populaire à l'égard de Hollande et du Parti socialiste qui, chaque fois qu'il a disposé du pouvoir politique, a mené la politique ordonnée par le grand patronat.

Voter pour ma candidature, c'est affirmer qu'il y a parmi les travailleurs des femmes et des hommes qui se préparent à se défendre eux-mêmes, car ils savent que, quel que soit le futur gouvernement, ils se retrouveront seuls face aux diktats patronaux.

Tous ceux qui partagent les idées que je défends dans cette campagne doivent l'exprimer.

Pour minoritaire qu'il soit, ce vote montrera qu'il existe dans l'électorat populaire une fraction consciente que l'aggravation du sort du monde du travail ne vient pas seulement des dirigeants politiques interchangeables, mais que, derrière, il y a la domination du grand capital et que c'est cette domination qu'il faut combattre.

Voter pour ma candidature, c'est montrer son accord avec le programme de lutte que j'avance. Cela ne remplace pas la lutte elle-même, mais cela la prépare. Car plus ces votes seront nombreux, plus ils donneront du crédit aux objectifs autour desquels il faudra s'unir et se battre.

Même dans les élections, on peut lever le drapeau de la révolution sociale.

Ce drapeau a été souvent rejeté, sali, par de grands partis qui se disaient socialiste ou communiste à leur origine mais qui ont fini par se mettre au service des possédants. Tant qu'existera cependant la société capitaliste basée sur l'exploitation, il y aura des femmes et des hommes pour relever ce drapeau afin que se regroupent autour de lui tous ceux qui partagent la conviction que la société capitaliste, injuste et folle, ne peut pas être l'avenir de l'humanité.

Alors, montrez par votre vote que vous voulez contribuer à relever ce drapeau !

Votez et faites voter pour la candidate de Lutte Ouvrière, Nathalie Arthaud !

www.nathalie-arthaud.info

Visitez le portail national de Lutte Ouvrière : www.lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris CEDEX 18

IMS — 93500 PANTIN